

GE_GERICHTE ATAS/218/2013 vom 27. Februar 2013

GE Cour de justice, 2013-02-27, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ATAS_218_2013

FR: GE_GERICHTE ATAS/218/2013 du 27 février 2013

IT: GE_GERICHTE ATAS/218/2013 del 27 febbraio 2013

Erwägungen

E. 1

Dès le 1er janvier 2011, la compétence de juger les contestations prévues à l'art. 66 al. 1 de la loi cantonale sur la formation professionnelle, du 15 juin 2007 (LFP; C 2 5) revient à la Chambre des assurances sociales de la Cour de justice (art. 143 al. 6 de la LOJ du 9 octobre 2009). Sa compétence pour juger du cas d'espèce est ainsi établie.

E. 2

Le recours, déposé en temps utile devant la juridiction compétente, est recevable (art. 66 LFP).

E. 3

Le litige porte sur le montant dû par la recourante pour 2012 à titre de taxe professionnelle. A/3605/2012 - 3/4 -

E. 4

Selon l'art. 62 LFP, sont astreints à la cotisation, au sens de l'art. 61 al. 1 let. a, les employeurs et les employeuses tenus de s'affilier à une caisse d'allocations familiales et astreints au paiement de contributions, conformément aux art. 23 al. 1 et 27 de la loi sur les allocations familiales, du 1er mars 1996. L'art. 63 LFP prévoit que la cotisation est fixée chaque année par le Conseil d'Etat en francs par salarié et salariée (al. 1). Sont considérées comme personnes salariées, au sens de l'al. 1, toutes les personnes occupées par un employeur ou une employeuse visé à l'art. 62 LFP au mois de décembre de l'année précédant la fixation de la cotisation par le Conseil d'Etat (al. 2).

E. 5

Par arrêté du 27 juillet 2011, le Conseil d'Etat a fixé le montant de la taxe annuelle par employé à 24 fr. pour l'année 2012.

E. 6

En l'espèce, la recourante est astreinte à la cotisation en vertu de l'art. 62 LFP. Par ailleurs, l'intimée a respecté l'art. 63 al. 2 LFP en calculant la taxe sur le nombre des salariés au 31 décembre 2010, soit à la fin de l'année précédant l'arrêté du Conseil d'Etat du 27 juillet 2011 fixant la taxe à 24 fr. par employé. En effet, la LFP ne fait pas de distinction entre les salariés à plein temps et à temps partiel. Est uniquement déterminant le nombre de salariés pour le calcul de la taxe et non pas le volume des salaires. La loi ne prévoit pas non plus un salaire minimum à partir duquel la taxe serait due. Le nombre de salariés de la recourante ayant été de trois au 31 décembre 2010, c'est à juste titre que l'intimée a soumis cette dernière au paiement de 72 fr. (3 x 24 fr.) de taxe pour l'année 2012.

E. 7

Le recours, mal fondé, est donc rejeté.

E. 8

La procédure est gratuite.

A/3605/2012 - 4/4 - PAR CES MOTIFS, LA CHAMBRE DES ASSURANCES
SOCIALES : Statuant A la forme :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte
Originaltext. Quellen-URL siehe oben.